

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### DEL2025-152 – Informations dans le cadre de la délégation générale au Maire

*Nomenclature 9.1.2 : Autres domaines de compétences – autres domaines des compétences des communes – autres*

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal des décisions qu'il a prises, en vertu des délégations qui lui ont été accordées par délibération du 22 juillet 2020.

1. Par décision du 7 octobre 2025, signature d'un contrat d'assurance « tous risques matériel » auprès du cabinet Arnoux-Assur, immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 43783855000014, à l'occasion de la manifestation du « Collège Hanté ».
2. Par décision du 7 octobre 2025, signature d'un contrat de cession avec Magic Stars productions, en vue d'assurer deux représentations de spectacles pour enfant, dans le cadre des fêtes de Noël.
3. Par décision du 10 octobre 2025, signature d'une convention avec l'entreprise CESR MEDITERRANEE, agence de Rivesaltes, en vue de dispenser une formation « Habilitation électrique travaux d'ordres électriques BS/BE manœuvre et B2V/BR/BC en recyclage ».
4. Par décision du 13 octobre 2025, signature d'un contrat de maintenance des équipements d'ascenseur sur l'appareil UNIT/001001229 situé Maison des projets, avec la société OTIS, SIREN n°542 107 800 RCS Nanterre.
5. Par décision du 14 octobre 2025, signature d'une convention entre la Préfecture des Pyrénées-Orientales et la Commune d'Elne, en vue d'assurer les travaux de mise sous-pli de la propagande électorale et le colisage des bulletins de vote pour les élections municipales des 15 et 22 mars 2025.
6. Par décision du 16 octobre 2025, signature d'un contrat de cession avec la société « Nina Show », en vue d'assurer des prestations artistiques et des animations à l'occasion de la « Récré de Noël ».
7. Par décision du 16 octobre 2025, signature d'un contrat de cession avec la société « Timecode SAS », en vue d'assurer des prestations artistiques à l'occasion de la « Récré de Noël ».
8. Par décision du 16 octobre 2025, signature d'un contrat de cession avec la coopérative « Músics de GIRONA », en vue d'assurer une prestation artistique à l'occasion de la « Récré de Noël ».
9. Par arrêté du 20 octobre 2025, signature de l'acte de concession cinquantenaire n°3682, pour une alvéole « G4 casier 10 », dans le nouveau cimetière, site jardin du souvenir, pour un montant de 1 057 euros.

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-152-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

10. Par arrêté du 20 octobre 2025, signature de l'acte de concession cinquantenaire n°3678, pour une alvéole « G4 casier 12 », dans le nouveau cimetière, site jardin du souvenir, pour un montant de 1 057 euros.
11. Par décision du 28 octobre 2025, signature d'une convention avec l'association APLEC, en vue de dispenser des cours de langue catalane aux enfants de l'École élémentaire « Françoise DOLTO », et des Écoles Maternelles « Paul REIG » et « Françoise DOLTO » durant l'année scolaire 2025/2026.
12. Par décision du 28 octobre 2025, signature d'un avenant n°5 à la convention du 18 novembre 2020, ayant pour objet unique de proroger le délai d'occupation d'une emprise de 6 6 00m<sup>2</sup> sur la parcelle AL 192 située à Elne, avec l'entreprise PULL Francis SAS.
13. Par arrêté du 7 novembre 2025, signature de l'acte d'une concession perpétuelle n° 3695, Tombe n°66, section 1 – 3<sup>ème</sup> allée dans l'extension cimetière neuf, pour un montant de 350 euros.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de ses délégations.

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

  
La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN



Le 25/11/2025

Le Maire,

Nicolas GARCIA

Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-152-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### DEL2025-153 – Barème d'intervention sur le réseau routier communal – revalorisation annuelle 2026

*Nomenclature 7.1.4 : Finances locales – Décisions budgétaires – Tarifs des services publics*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment l'article L.2122-22 ;

**VU** le décret n°2002-409 du 26 mars 2002 portant modification des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution, d'électricité, codifié aux articles R.2333-105 et suivants du CGCT ;

**VU** le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;

**VU** le décret n°2023-797 du 18 août 2023 relatif aux redevances dues en raison de l'occupation du domaine public pour les ouvrages de transport et de distribution de l'électricité et du gaz ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de revaloriser le barème d'intervention sur le réseau routier communal suite à la révision de l'indice TP01 (Travaux Publics) ;

Par délibération du 7 novembre 2018, le Conseil municipal avait approuvé le barème d'interventions sur le réseau routier applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Ce barème doit être revalorisé le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction de l'indice TP01 (indice juin 2018 – 109,6). L'indice TP01 de juin 2025 ayant été fixé à 130.50, il est proposé à l'Assemblée de revaloriser le barème d'intervention selon la formule suivante :

- $\text{Index juin 2024 (129.80) / index juin 2025 (130.50) = montant 2025 arrondis à l'entier le plus proche.}$

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**DÉCIDE :**

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum fixé par le décret,
- que le montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédent la publication de l'index connu au 1<sup>er</sup> janvier ou tout autre index qui viendrait lui être substitué,
- que ce montant soit revalorisé automatiquement en cas d'évolution de la réglementation.

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-153-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



APPROUVE la revalorisation du barème d'intervention sur le réseau routier communal applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et telle que présentée ci-dessous :

N° prix	Libellé	Unité	Montant TTC 2025	Montant TTC 2026
<b>INTERVENTION en RÉGIE sur CHAUSSÉE BIDIRECTIONNELLE d'une durée inférieure à 2 h</b>				
1	Intervention courante d'une durée maximum de 2 h sur chaussée bidirectionnelle, comprenant le personnel, les véhicules, le petit matériel, la signalisation temporaire et l'évacuation des déchets débris en décharge.	Forfait	437,00 €	439,00 €
2a	Plus-value pour intervention sur chaussée bidirectionnelle les samedis, dimanches et jours fériés entre 8 heures et 20 heures.	Forfait	136,00 €	137,00 €
2b	Plus-value pour intervention de nuit sur chaussée bidirectionnelle entre 20 heures et 8 heures.	Forfait	208,00 €	209,00 €
<b>PLUS-VALUE pour INTERVENTION supérieure à 2 h</b>				
3	Pour les interventions d'une durée supérieure à 2 h, aux prix ci-dessus s'ajoutera notamment le temps passé par les agents. Il sera appliqué une majoration de 66 % au taux horaire pour les interventions les samedis, dimanches et jours fériés (8 h à 20 h) ou 100 % pour les interventions de nuit (20 h à 8 h). <b>Nb Agent x Nb Heure par agent = heure d'agent</b>	Heure agent	49,00 €	49,00 €
<b>INTERVENTION en SITUATION PARTICULIÈRE</b>				
<i>Les interventions en situation particulière (accident grave, déversement de chargement par un poids lourd, intervention en lieu et place d'une entreprise défaillante, nettoyage consécutif à une campagne d'affichage sauvage...).</i> <i>Seront facturées par application des prix 4a à 4g ci-après en fonction du temps passé et des moyens mis en œuvre.</i>				
4a	Personnel : ce prix est majoré de 66 % pour les interventions les samedis, dimanches et jours fériés (8h à 20 h) ou majoré de 100 % pour les interventions de nuit (20 h à 8 h). <b>Nb Agent x Nb Heure par agent = Heure d'agent</b>	Heure agent	49,00 €	49,00 €
4b	Mise à disposition d'un véhicule léger ou fourgonnette	½ jour	38,00 €	38,00 €
4c	Mise à disposition d'un fourgon	½ jour	69,00 €	69,00 €
4d	Mise à disposition d'un camion	½ jour	137,00 €	138,00 €
4e	Mise à disposition d'un panneau de signalisation simple	Unité/jour	8,00 €	8,00 €
4f	Mise à disposition d'un panneau de signalisation avec feux Xénon	Unité/jour	69,00 €	69,00 €
4g	Mise à disposition de cônes et balises	Unité/jour	1,30 €	1,30 €
<b>FRAIS liés à des INTERVENTIONS de RÉPARATIONS</b>				
5	Les frais exceptionnels tels qu'élimination de déchets en grande quantité ou d'intervention d'entreprises spécialisées (grues) seront facturés sur la base des devis détaillés établis par l'entreprise. Devis ou facture.			
6	Les frais liés aux réparations proprement dites (signalisation, dispositif de retenue, chaussée, reprise de tranchées de concessionnaires...) seront facturés sur la base des devis détaillés établis par les intervenants. Devis ou facture.			

Scrutin :

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-153-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

**Pour :** 21 voix  
**Contre :** 0 voix  
**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*


Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

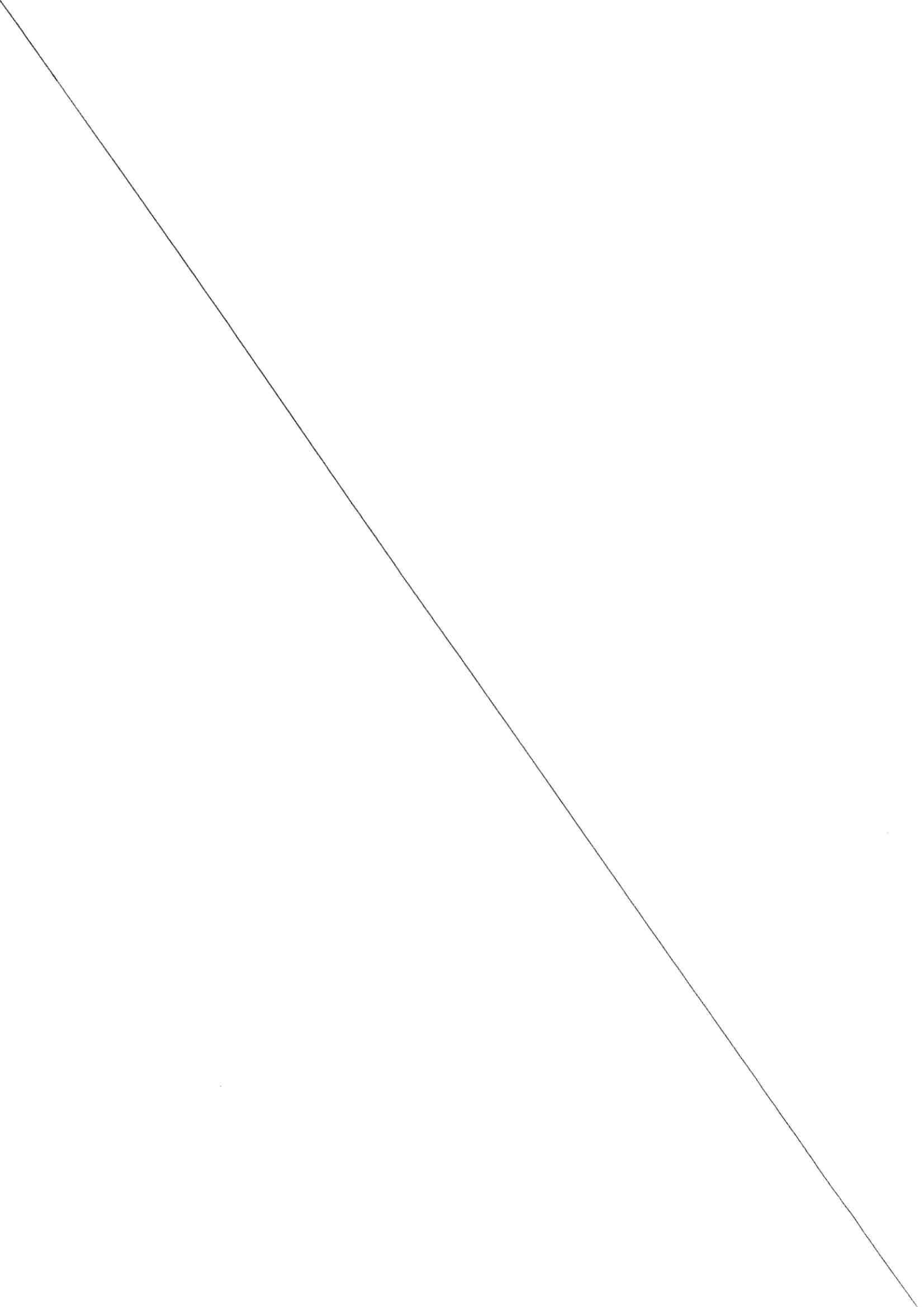
Le 25/11/2025  
Le Maire,  
Nicolas GARCIA



Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-153-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



## CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DÉCEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-154 – Décision modificative n°2 du budget principal**

*Nomenclature 7.1.1 : Finances locales – Décisions budgétaires – Budget et comptes*

**VU** le Code général des Collectivités territoriales ;

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

**VU** les crédits ouverts au budget 2025 de la Commune ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'ajuster les crédits aux besoins des services ;

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal, qu'en cette période de l'année, il est nécessaire de réajuster certains comptes sur le budget principal de la commune, tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement afin de permettre les opérations suivantes :

- Le reversement de droits d'enregistrements pour le compte de la commune comptabilisés à tort par le comptable public ;
- La prise en charge de la totalité des non valeurs et des créances éteintes ;
- La prise en compte des versements d'avances pour les marchés de travaux et leurs reprises.

Ces opérations sont présentées comme suit :

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251126-DEL2025-154-DE  
Date de réception préfecture : 02/12/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

Décision Modificative

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-7398-01 : Reversements, restitutions et prélèvements divers	0,00 €	18 768,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 014 : Atténuations de produits</b>	<b>0,00 €</b>	<b>18 768,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-6541-01 : Créances admises en non-valeur	0,00 €	10 250,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6542-01 : Créances éteintes	0,00 €	750,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-732221-01 : Fonds de péréquation des ressources com. et intercom.	0,00 €	0,00 €	0,00 €	18 768,00 €
<b>TOTAL R 73 : Impôts et taxes</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>18 768,00 €</b>
R-7817-01 : Reprises sur dépréciations des actifs circulants	0,00 €	0,00 €	0,00 €	11 000,00 €
<b>TOTAL R 78 : Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 000,00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>29 768,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>29 768,00 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
D-2315-845 : Installations, matériel et outillage techniques (en cours)	0,00 €	13 614,14 €	0,00 €	0,00 €
R-238-845 : Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	13 614,14 €
<b>TOTAL 041 : Opérations patrimoniales</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 614,14 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 614,14 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 614,14 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 614,14 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>43 382,14 €</b>		<b>43 382,14 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative n°2 telle qu'annexée

Scrutin :

Pour : 21 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

Le 25/11/2025

Le Maire,

Nicolas GARCIA

La secrétaire de séance,

Annie PEZIN

Publication électronique le :

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251126-DEL2025-154-DE  
Date de réception préfecture : 02/12/2025



## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

- Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
- Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
- Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-155 – Décision modificative n°1 du budget annexe Lotissement Portes Illibéries**

*Nomenclature 7.1.1 : Finances locales – Décisions budgétaires – Budget et comptes*

**VU** le Code général des Collectivités territoriales ;

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

**VU** les crédits ouverts au budget 2025 de la Commune ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'ajuster les crédits aux besoins des services ;

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal, que les écritures de reprises lors du budget primitif du budget annexe Lotissement Portes d'Illibéris, une contraction a été faite entre les dépenses et les recettes. Aussi, à la demande du Comptable Public, il y a lieu de rectifier ces reprises par les écritures suivantes :

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251126-DEL2025-155-DE  
Date de réception préfecture : 02/12/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

Décision Modificative

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-6811 : DoL. aux amort. des immobilisations incorporelles et corporelles	0,00 €	1,02 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,02 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-7015-518 : Ventes de terrains aménagés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1,02 €
<b>TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,02 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,02 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,02 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
D-001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00 €	1,02 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,02 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-28031 : Amort. frais d'études	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1,02 €
<b>TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,02 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,02 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,02 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>2,04 €</b>		<b>2,04 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative n°2 telle qu'annexée.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télerecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN



Publication électronique le :

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251126-DEL2025-155-DE  
Date de réception préfecture : 02/12/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-156 – Rapport d'activités 2024 du SYDEEL66**

*Nomenclature 3.5.5 : Domaine et patrimoine – Autres actes de gestion du domaine public - Autres*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le rapport d'activités 2024 du Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergie du Pays Catalan (SYDEEL66) ;

Le président du SYDEEL66 établit un rapport annuel présentant les activités conduites au cours de l'année écoulée et illustre le rôle et les compétences exercées par le SYDEEL66.

Afin d'assurer la parfaite information des conseillers municipaux, le rapport d'activités 2024 du SYDEEL66 est porté à la connaissance de l'Assemblée générale.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**PREND ACTE** du rapport d'activités 2024 du Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergie du Pays Catalan.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix  
**Contre :** 0 voix  
**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-156-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN



Le 25/11/2025

Le Maire,  
Nicolas GARCIA

Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-156-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-157 – Convention de mise à disposition des moyens au profit du CCAS**

*Nomenclature 3.5.5 : Domaine et patrimoine – Autres actes du domaine public - Autres*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-21 à L. 2122-23 ;

**VU** le projet de convention de mise à disposition de moyens par la Commune au profit du Centre Communal d'Action Sociale d'Elne pour l'exercice 2025, annexé à la présente délibération ;

**CONSIDÉRANT** que la commune est propriétaire de l'Espace Gavroche, siège du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et lieu d'exercice des activités de l'espace socio-culturel ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de définir par convention, pour chaque exercice comptable, les conditions dans lesquelles la mise à disposition des locaux susnommés doit s'opérer ;

**CONSIDÉRANT** que la commune supporte également les frais de maintenance informatique, machine à affranchir et frais de téléphonie liés au fonctionnement du CCAS et de l'espace socio-culturel ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de convention annexé à la présente délibération prévoit le remboursement des frais correspondants pour un montant de 5 338 euros pour l'exercice 2025 ;

#### **Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**APPROUVE** le projet de convention de mise à disposition de moyens au profit du CCAS d'Elne pour l'exercice 2025, tel qu'annexé à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout acte ou document afférent.

**DIT** que les crédits liés à ce remboursement sont prévus sur le budget de l'exercice en cours.

#### **Scrutin :**

**Pour :** 21 voix  
**Contre :** 0 voix  
**Abstentions :** 0 voix

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-157-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN



Le 25/11/2025

Le Maire,

Nicolas GARCIA

Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-157-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

**Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.

**Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.

**Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-158 – Précisions sur le plan de financement des travaux de la Maternité Suisse- phases I et 2**

*Nomenclature 7.5.1 – Financement locales – Subventions – Demandes de subventions par la collectivité dont DETR et réserve parlementaire*

**VU** la délibération n°DEL2025-127 relative aux travaux de restauration de la Maternité Suisse d'Elne – Phases 1 & 2 – demande de subventions en date du 17/09/2025 ;

**VU** l'autorisation de travaux n°AC 066065 25 0001 délivrée le 13 octobre 2025 par la DRAC sur le bâtiment de l'ancienne Maternité Suisse pour la restauration d'urgence en vue de sa réouverture au public (concernant les travaux de sécurisation du site, hormis la restauration de la verrière et de sa couverture) ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération du 17 septembre 2025, celle-ci a adopté le plan de financement prévisionnel du projet de travaux de restauration d'urgence de la Maternité Suisse d'ELNE pour un montant d'opération estimé à 1 361 421,98 euros H.T.

Il précise que ce montant correspond aux tranches 2 et 3 du projet global initié en 2023.

Pour mémoire, ce projet était organisé en deux phases et 4 tranches, à savoir :

phase I - tranches 1 : interventions urgentes pour mise en sécurité et études d'investigations complémentaires,

phase I – tranche 2 : consolidation structurelle des planchers et réfection de l'étanchéité du toit terrasse,

phase II - tranches 3 : restauration de la verrière et de sa couverture,

phase II – tranche 4 : restauration des menuiseries et des façades.

Un projet de faisabilité a été présenté par le Maître d'œuvre pour un montant de 4 659 128,06 euros H.T. pour les tranches 2, 3, mais aussi 4. Le plan de financement adopté le 17 septembre 2025 ne concernant que les tranches 2 et 3, il y aurait lieu de le redéfinir afin d'intégrer la tranche 4, mais aussi les éléments suivants :

- le montant total H.T. de l'opération pour les tranches 2 et 3 à l'étape de la demande d'autorisation est estimé à 1 370 045,99 euros H.T. au lieu de 1 361 421,98 euros H.T. Le montant de la tranche 4, par déduction du

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-158-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

montant total sera de 3 289 082,07 euros H.T. à titre indicatif puisqu'elle ne serait mise en œuvre qu'à partir de 2027.

- la contribution des mécènes d'un montant de 679 911 euros, doit être intégrée au plan de financement et répartie entre les tranches 2 et 3 d'une part et la tranche 4 d'autre part. Une répartition à hauteur de 30 % de 1 370 045,99 euros H.T. et de 70% de 3 289 082,07 euros H.T. pourrait être sollicitée.

- le financement de la DRAC annoncé à 50%, s'entend hors frais de bureau de contrôle et coordinateur SPS et se répartit sur plusieurs exercices. De plus, tous les travaux ne seront pas éligibles. Le montant doit donc être revu au regard des éléments de calculs fournis par la DRAC.

- le financement du Département lorsqu'il s'agit d'un monument classé tel que la Maternité Suisse s'inscrit à hauteur de 20% au lieu de 15 %. En contrepartie celui de la Région est rabaisé à 10% au lieu de 15%.

-la Préfecture ayant autorisé la Commune à inclure les fonds des mécènes dans ses fonds propres, l'autofinancement devrait être à hauteur de 273 898,74 euros H.T. pour les tranches 2 et 3 et de 181 878,73 euros H.T. pour la tranche 4.

Le plan de financement pour les phases I et II (tranches 2, 3 et 4) serait donc le suivant :

Financier	TRANCHE 2 et 3 (phase I et II) Estimation : 1 370 045,99 euros H.T.		A titre indicatif TRANCHE 4 (phase II) Estimation : 3 289 082,07 euros H.T.	
	Montant euros H.T.	%	Montant euros H.T.	%
DRAC :				
2025 (tranche 2 phase I et partie de M.O.)	189 087,69	13,80		
2026 (tranche 3 phase II et partie de MO)	292 072,46	21,32		
2027 et suivants (tranche 4 phase II et partie de MO)			1 644 541,03	50
Département	274 009,20	20	657 816,41	20
Région	137 004,60	10	328 908,20	10
Fond propres	477 872,04	34,88	657 816,43	20
Dont 30% du mécénat pour les tranches 2 et 3 :	203 973,30			
Dont 70 % du mécénat pour la tranche 4 :			475 937,70	
Dont autofinancement :	273 898,74		181 878,73	
TOTAL	1 370 045,99	100	3 289 082,07	100

Monsieur le Maire demande à l'assemblée d'approuver le plan de financement tel que rectifié, pour les travaux des tranches 2 et 3 pour un montant de 1 370 045,99 euros H.T. et pour la tranche 4 estimée à ce jour à 3 289 082,07 euros H.T. tout en précisant que cette dernière une fois affinée, devra faire l'objet d'un nouveau rectificatif de plan.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

**ADOpte** le plan de financement prévisionnel tel que rectifié pour les travaux de restauration d'urgence de la Maternité Suisse d'Elne pour les tranches 2, 3 et de manière provisoire pour la tranche 4 pour laquelle il sera amené à se prononcer.

**SOLLICITE** la Direction des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC) au titre du classement M.H. à hauteur de 189 087,69 euros H.T. pour l'exercice 2025 et de 292 072,46 euros H.T. pour l'exercice 2026 puis à hauteur de 50 % pour les années suivantes.

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-158-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

**SOLLICITE** le Conseil Départemental au titre de la solidarité territoriale pour l'exercice 2025 à hauteur de 20% du montant total H.T. des travaux de restauration.

**SOLLICITE** la Région Occitanie au titre de la valorisation et de la sauvegarde du patrimoine protégé à hauteur de 10% du montant total H.T. des travaux de restauration.

**PRÉCISE** que les dons des mécènes seront répartis à hauteur de 30 % pour les tranches 2 et 3 et 70% pour la tranche 4 sur les années 2025 et suivantes.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document et à déposer toute demande de financement afférente à ce dossier.

**DIT** que les crédits seront prévus sur le budget de l'exercice 2025 et suivants.

**Scrutin :**

**Pour :** 19 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 2 voix (J. POIRSON et J. SANCHEZ)

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet .*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN



Le 25/11/2025

Maire,  
Nicolas GARCIA

Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-158-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025





## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

**Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.

**Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.

**Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-159 – Dénomination du parking de l'ancien boulodrome**

*Nomenclature 3.5.5 : Domaine et patrimoine – Autres actes de gestion du domaine public - Autres*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme ;

**VU** le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 ;

**VU** le plan cadastral de la Commune d'ELNE ;

**VU** l'état des lieux ;

**CONSIDÉRANT** la mise en service du parking aménagé sur le site de l'ancien boulodrome, sis, rue du Marché à ELNE ;

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les travaux d'aménagement du parking situé sur le site de l'ancien boulodrome sont quasiment achevés hormis le volet paysager en cours.

Etant mis en service, il y aurait donc lieu de le dénommer sans plus attendre.

Il rappelle que la dénomination des rues et espaces publics relève de la compétence du Conseil Municipal.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de retenir le nom de Pierre HUILLET, en hommage à notre élu de la Commune d'ELNE décédé en 2024. La proposition de dénomination de cet équipement public du nom de cet élu, témoigne de son action constante en tant que délégué aux travaux de la ville durant différents mandats.

Monsieur le Maire demande donc à l'assemblée de se motiver en la matière.

#### **Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**DÉCIDE** de procéder à la dénomination officielle du parking de l'ancien Boulodrome sis, rue du Marché, comme suit :

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-159-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

Parking Pierre HUILLET  
né le 02/01/1945 - décédé le 12/10/2024  
Conseiller municipal et adjoint au maire de 1977 à 2014  
Aparcament Pierre HUILLET

**CHARGE** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix  
**Contre :** 0 voix  
**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

Le 25/11/2025  
Le Maire,  
Nicolas GARCIA



Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-159-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-160 – Dénomination de la salle d'atelier n°2 de l'Espace Salitar**

*Nomenclature 3.5.5 : Domaine et patrimoine – Autres actes de gestion du domaine public - Autres*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme ;

**VU** le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 ;

**VU** le plan cadastral de la Commune d'ELNE ;

**VU** l'état des lieux ;

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'une des salles situées au sein de l'Espace Salitar est mise régulièrement à disposition n'est toujours pas dénommée. Il s'agit plus particulièrement de la salle d'atelier n°2 de l'ancien collège Paul LANGEVIN.

Cette salle aménagée à l'occasion de l'opération « Cuisine mode d'emploi », doit-être dénommée pour en assurer son bon fonctionnement.

Il rappelle que la dénomination des rues et espaces publics relève de la compétence du Conseil Municipal.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de retenir le nom de Robert GINESTES, en hommage à notre élu de la Commune d'ELNE décédé le 4 novembre 2025. La proposition de dénomination de cette salle du nom de cet élu, témoigne de son parcours professionnel en qualité de professeur d'enseignement au Collège Paul LANGEVIN à Elne.

Il a été le fondateur du comité du Secours populaire d'Elne en 1978.

Monsieur le Maire demande donc à l'assemblée de se motiver en la matière.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**DÉCIDE** de procéder à la dénomination officielle de la salle d'atelier n°2 de l'Espace Salitar, comme suit :

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-160-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

Robert GINESTES  
Né le 08/01/1942 - décédé le 04/11/2025  
Conseiller municipal de 1971-1983, 1995-2000,  
Adjoint au maire de 1983 à 1988 et de 2001 à 2008,  
Sala Robert GINESTES

**CHARGE** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix  
**Contre :** 0 voix  
**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PÉZIN



Le 25/11/2025

Le Maire

Nicolas GARCIA

Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-160-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-161 – Attribution du lot 2 (Gazole Non Routier) du marché de fourniture de carburants**

*Nomenclature 1.7.2 : Commande Publique – Actes spéciaux et divers – Autorisations données à l'exécutif*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 17 septembre 2025 décidant de déclarer infructueux le lot n°2 (fourniture de combustible, Gazole non routier (GNR) par retrait au point de distribution du fournisseur), au vu de l'ouverture des plis du 4 septembre 2025, pour laquelle aucune offre de prix n'a été remise ;

**VU** la consultation de 3 entreprises pour le lot n°2, réalisée le 24 septembre 2025 ;

**VU** le rapport d'analyse des offres de la Commission d'Appel d'Offres du 5 novembre 2025 ;

En préambule Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un contrat de fourniture de Gazole non routier a été signé le 3 mars 2025, avec l'entreprise Comptoir Energie Catalane, pour une période d'un an suite à la cessation d'activité de l'entreprise Costa et fils, titulaire du précédent marché et dans l'attente d'une nouvelle consultation pour un nouvel accord-cadre.

Ladite consultation a été lancée le 29 juillet 2025 dans le cadre du marché de fournitures de carburants avec prestation de péage autoroutier et fourniture de combustible FOU2502. Toutefois, le lot n°2 concernant la fourniture de Gazole non routier a été déclaré infructueux du fait de l'absence d'offre reçue.

Une nouvelle consultation de gré à gré a été lancée le 24 septembre 2025 en application des articles L.2122-1 et R. 2122-2 du code de la commande publique avec date limite de réception des offres le 27 octobre 2025 à 17h00.

Suite à la CAO réunie le 5 novembre 2025 et au vu du Rapport d'Analyse des Offres présenté, la commission a émis un avis favorable sur l'attribution à l'entreprise Comptoir Energie Catalane, seule à avoir présenté une offre.

Il y a donc lieu à présent de soumettre à l'assemblée, l'attribution du marché.

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-161-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

**PREND ACTE** du résultat de l'appel d'offres.

**DÉCIDE** d'attribuer le lot n°2 du marché de fournitures de carburants avec prestation de péage autoroutier et fourniture de combustible FOU2502, comme mentionné dans le tableau ci-dessous.

**Entreprise Comptoir Energie Catalane – 5, rue Nicolas Appert – 66 200 ELNE**

DESIGNATION	PRIX EN € HT DU LITRE AU JOUR J DU MOIS Mo - 2*	RABAIS EN € HT	Rabais Consentis en %  (Indiquer le pourcentage qui sera invariable durant la totalité du marché)
2.1 GAZOLE NON ROUTIER	1,085 <i>* J du mois Mo - 2 = date limite de remise des offres - 2 mois (ou 1er jour précédent ouvré)</i>	0	0

Prix net unitaire consenti : 1,085 euros H.T. soit 1,302 euros T.T.C.

**DIT** que les dépenses liées à l'exécution du marché de fournitures de carburants, sont prévues sur le budget de l'exercice en cours et suivant.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché correspondant avec l'entreprise Comptoir Energie Catalane pour le lot 2, ainsi que toute pièce afférente au dossier.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télerecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN



Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-21660650-20251125-DEL2025-161-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

**Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.

**Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.

**Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-162 – Subvention OPAH – Précarité énergétique ou mixte – 14, Rue des Remparts**

*Nomenclature : 7.1.1.5 Finances locales - Décisions budgétaire - Budgets et comptes - Autres actes budgétaires*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 5211-1, L5211-9 et L 5214-16 ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et de Régions ;

**VU** la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris n°066PRO016, signée le 23 janvier 2020 et modifiée par avenant n°1 le 22 avril 2020, par avenant n°2 le 3 janvier 2022, par avenant n°3 le 5 janvier 2023, par avenant n°4 le 25 juillet 2023 et par avenant n°5 le 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;

**VU** le règlement d'attribution fixant les modalités d'attribution des aides octroyées par la Commune dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) intercommunale ;

**VU** les crédits inscrits au budget de la Commune pour l'exercice 2025 ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable du Bureau d'Etudes URBANIS ;

**CONSIDÉRANT** la validation de l'aide en Commission de pilotage et d'attribution des aides réunie le 04 novembre 2025, concernant notamment le dossier de Madame MIRAILLES ;

**CONSIDÉRANT** le souhait de la ville d'impulser le réinvestissement et le renouvellement du parc ancien ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'Opération d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.) de droit commun multisites, sur le territoire de la Communauté de Communes des Albères de la Côte Vermeille et de l'Illibéris, permet d'octroyer des aides aux particuliers sous deux formes :

- un accompagnement par un bureau d'études spécialisé, de l'incitation à la réalisation des travaux,
- une aide financière.

Afin d'en définir les modalités d'attribution, un règlement a été mis en place. Il a pour objectif de fixer les conditions de recevabilité des dossiers, les modes de calculs des aides ainsi que les modalités d'attributions. Conformément au règlement applicable, pour chaque dossier, la subvention est validée par les financeurs après

066-216600650-20251205-DEL2025-162-DE  
Date de réception préfecture : 05/12/2025

avis du comité de pilotage technique est réservée, pour une durée de trois ans à compter de la date d'un accord écrit adresser au propriétaire. Le paiement de la subvention s'effectuera après vérification du parfait achèvement des travaux par le bureau d'études URBANIS en charge de l'OPAH, et délivrance par ce même bureau de la fiche de visite de conformité de fin de chantier.

A ce jour, une nouvelle demande doit être étudiée par l'assemblée suite à la Commission de pilotage et d'attribution des aides du 04 novembre 2025. Elle concerne le paiement d'une subvention après travaux, présentée par Madame MIRAILLES Anne-Lise propriétaire occupant d'une maison située 14, Rue des Remparts à ELNE pour des travaux de précarité énergétique d'un montant total de 40 165,23 euros H.T. soit 42 374,32 euros TTC et pour laquelle une aide de la Commune d'un montant de 2 000,00 euros pourrait être attribuée.

Au regard des éléments sus exposés et de l'avis favorable de la Commission intercommunale du 04 novembre 2025, Monsieur le Maire propose à son Conseil Municipal de retenir les montants proposés. Pour ce faire il demande à l'assemblée de se motiver en la matière.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

**ATTRIBUE** une aide financière d'un montant de 2 000,00 euros à Madame MIRAILLES Anne-Lise propriétaire occupant d'une maison située 14, Rue des Remparts à Elne venant de réaliser des travaux de précarité énergétique d'un montant total de 40 165,23 euros H.T. soit 42 374,32 euros TTC, et ce dans le cadre de la mise en œuvre de l'O.P.A.H.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document et actes afférents à la présente délibération.

**PRÉVOIT** les crédits au budget de l'exercice en cours.

**Scrutin :**

**Pour :** 20 voix *(le pouvoir donné à Mme H. OUTAOUKHTAL n'est pas comptabilisé dans le vote)*

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

Le 25/11/2025

Le Maire,

Nicolas GARCIA

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

Publication électronique le :

08 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251205-DEL2025-162-DE  
Date de réception préfecture : 05/12/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

**Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.

**Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.

**Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-163 – Subvention OPAH – Autonomie de la personne – 14, Rue Porte de Collioure**

*Nomenclature : 7.1.1.5 Finances locales - Décisions budgétaire - Budgets et comptes - Autres actes budgétaires*

**VU** le Code Général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L 5211-1, L5211-9 et L 5214-16 ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et de Régions ;

**VU** la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris n°066PRO016, signée le 23 janvier 2020 et modifiée par avenant n°1 le 22 avril 2020, par avenant n°2 le 3 janvier 2022, par avenant n°3 le 5 janvier 2023, par avenant n°4 le 25 juillet 2023 et par avenant n°5 le 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;

**VU** le règlement d'attribution fixant les modalités d'attribution des aides octroyées par la Commune dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) intercommunale ;

**VU** les crédits inscrits au budget de la Commune pour l'exercice 2025 ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable du Bureau d'Etudes URBANIS ;

**CONSIDÉRANT** la validation de l'aide en Commission de pilotage et d'attribution des aides réunie le 04 novembre 2025, concernant notamment le dossier de Madame BERY ;

**CONSIDÉRANT** le souhait de la ville d'impulser le réinvestissement et le renouvellement du parc ancien ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'Opération d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.) de droit commun multisites, sur le territoire de la Communauté de Communes des Albères de la Côte Vermeille et de l'Illibéris, permet d'octroyer des aides aux particuliers sous deux formes :

- un accompagnement par un bureau d'études spécialisé, de l'incitation à la réalisation des travaux,
- une aide financière.

Afin d'en définir les modalités d'attribution, un règlement a été mis en place. Il a pour objectif de fixer les conditions de recevabilité des dossiers, les modes de calculs des aides ainsi que les modalités d'attributions. Conformément au règlement applicable, pour chaque dossier, la subvention est validée par les financeurs après

066-216600650-20251125-DEL2025-163-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



avis du comité de pilotage technique est réservée, pour une durée de trois ans à compter de la date d'un accord écrit adresser au propriétaire. Le paiement de la subvention s'effectuera après vérification du parfait achèvement des travaux par le bureau d'études URBANIS en charge de l'OPAH, et délivrance par ce même bureau de la fiche de visite de conformité de fin de chantier.

A ce jour, une nouvelle demande doit être étudiée par l'assemblée suite à la Commission de pilotage et d'attribution des aides du 04 novembre 2025. Elle concerne le paiement d'une subvention après travaux, présentée par Madame BERY Gisèle propriétaire occupant d'une maison située 14, Rue Porte de Collioure à ELNE pour des travaux d'autonomie de la personne d'un montant total de 4 531,18 euros H.T. soit 4 984,30 euros TTC et pour laquelle une aide de la Commune d'un montant de 217,00 euros pourrait être attribuée.

Au regard des éléments sus exposés et de l'avis favorable de la Commission intercommunale du 04 novembre 2025, Monsieur le Maire propose à son Conseil Municipal de retenir les montants proposés. Pour ce faire il demande à l'assemblée de se motiver en la matière.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

**ATTRIBUE** une aide financière d'un montant de 217,00 euros à Madame BERY Gisèle propriétaire occupant d'une maison située 14, Rue Porte de Collioure à Elne venant de réaliser des travaux d'autonomie de la personne d'un montant total de 4 531,18 euros H.T. soit 4 984,30 euros TTC, et ce dans le cadre de la mise en œuvre de l'O.P.A.H.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document et actes afférents à la présente délibération.

**PRÉVOIT** les crédits au budget de l'exercice en cours.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

Le 25/11/2025  
Le Maire,  
Nicolas GARCIA

Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-163-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-164 – Lancement de la procédure de désaffectation d'une emprise de 55 m<sup>2</sup>, parcelle cadastrée BD 116, en vue d'en permettre la cession ultérieure**

*Nomenclature 3.5 : Domaine et Patrimoine – autres actes de gestion du domaine public*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2241-1 ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2111-1 et suivants, et ses articles L.2141-1 et L.2141-2 ;

**VU** la demande de Madame Catherine MIRAILLES, propriétaire de la parcelle sise 8, rue Joseph PLANES, cadastrée BD 117, souhaitant acquérir la parcelle voisine, cadastrée BD 116 d'une superficie de 55 m<sup>2</sup> ;

**VU** l'état des lieux ;

Monsieur le Maire informe l'assemblée que Madame Catherine MIRAILLES a porté à son attention son souhait d'acquérir la parcelle BD 116 d'une superficie de 55 m<sup>2</sup>, sis rue Joseph Planes, jouxtant sa résidence principale.

Il est à noter qu'afin d'accéder à la porte de son logement, Madame Catherine MIRAILLES doit traverser la parcelle BD 116.

Cette parcelle appartenant à la commune constitue une emprise publique qui, depuis l'abattage de l'arbre existant, est utilisée par Madame Catherine MIRAILLES en stationnement.

Toutefois, étant affectée à l'usage direct du public, cette parcelle relève du domaine public communal et ne peut être cédée sans procédure préalable de désaffectation et de déclassement suivi d'une procédure de classement dans le domaine privé.

Afin de constater la déchéance de l'intérêt public, la sortie effective du Domaine Public sera conditionnée par la désaffectation matérielle de la parcelle.

En vue d'assurer cette procédure de désaffectation, il y aura lieu d'interdire le stationnement et la libre circulation de tout véhicule et de tout piéton sur cette parcelle, et d'autre part, de poser tout dispositif interdisant l'accès à cette emprise, excepté un passage piétonnier à vocation de Madame Catherine MIRAILLES lui permettant d'accéder à la porte de son logement.

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-164-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

Monsieur le Maire demande donc à l'assemblée de se motiver en la matière.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**DONNE** son accord de principe sur la vente à Madame Catherine MIRAILLES de la parcelle BD 116 d'une superficie de 55 m<sup>2</sup>, une fois celle-ci devenue cessible.

**DÉCIDE** de lancer la procédure de désaffectation de la parcelle cadastrée BD 116, d'une emprise de 55 m<sup>2</sup>, sise rue Joseph Planes.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents afférant à cette affaire.

**PRÉCISE** que le Conseil Municipal sera appelé à se prononcer ultérieurement afin de constater la désaffectation effective et définitive en vue du déclassement et suivi du classement dans le domaine privé de la collectivité.

**PRÉCISE** également qu'une délibération ultérieure interviendra en fin de procédure au sujet de la vente et de ses conditions financières.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PÉZIN

Le 25/11/2025  
Le Maire  
Nicolas GARCIA



Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-164-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-165 – Autorisant le recrutement d'agents contractuels de remplacement**

*Nomenclature 4.2 : Fonction publique – personnel contractuel*

**VU** le Code Général de la Fonction Publique ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1, permettant le recrutement d'agent contractuel pour assurer le remplacement temporaire d'un agent ;

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article L 452-44 du Code Général de la fonction Publique, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Pyrénées-Orientales met à disposition un agent pour les besoins de la collectivité ;

**CONSIDÉRANT** que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;

#### **Après avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles en utilisant les services du CDG 66 (art L 452-44 du Code Générale de la Fonction Publique).

Il sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

**PRÉVOIT** à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-165-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix  
**Contre :** 0 voix  
**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

Le 25/11/2025  
Le Maire,  
Nicolas GARCIA



Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-165-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-166 – Fixant les taux pour les avancements de grade**

*Nomenclature 4.1 : Fonction publique – Personnel titulaires et stagiaires de la Fonction Publique Territoriale*

**VU** le Code Général de la Fonction Publique ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi du 19 février 2007 ;

**VU** les lignes de gestion arrêtées au 15 décembre 2020, fixant les ratios à 100% pour la période 2021-2026 ;

**VU** l'avis du Comité Social Territorial en date du 16 octobre 2025 ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'en application des dispositions de l'article L522-27 du Code Général de la Fonction Publique, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer le taux de promotion pour chaque grade d'avancement relevant d'un cadre d'emploi figurant au tableau des effectifs de la collectivité à l'exception de ceux relevant du cadre d'emploi des agents de police municipale, après avis du Comité Technique.

Il précise que la loi ne prévoit pas de ratio plancher ou plafond. Le taux peut varier entre 0 et 100%.

Ainsi Monsieur le Maire propose à l'assemblée de fixer, conformément aux lignes directrices de gestion arrêtées le 15 décembre 2020, à 100% les ratios promus- promouvables pour l'ensemble des grades des cadres d'emplois créés sur la pyramide des effectifs en vigueur dans la commune.

Monsieur le Maire précise que le Comité Social Technique a émis un avis sur cette proposition qui lui a été présentée le 15 décembre 2025.

#### **Après avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**DÉCIDE** de fixer à 100% les ratios « promus-promouvables » pour l'ensemble des grades des cadres d'emplois créés sur le tableau des effectifs de la commune.

Ce taux retenu, exprimé sous la forme d'un pourcentage, reste en vigueur tant qu'une nouvelle décision de l'organe délibérant ne l'a pas modifié.

Accusé de réception en préfecture  
066-21660650-20251125-DEL2025-166-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix  
**Contre :** 0 voix  
**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

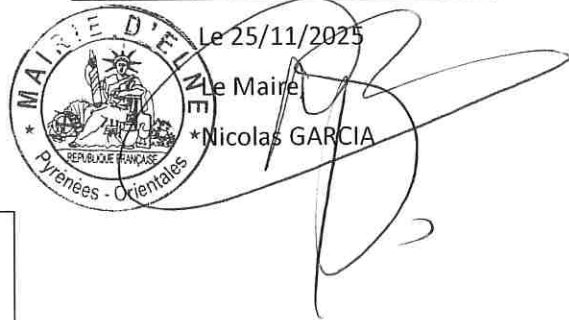
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

Le 25/11/2025  
Le Maire  
\*Nicolas GARCIA



Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-166-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-167 – Portant mise à jour du tableau des effectifs suite à l'avancement de grade 2026**

*Nomenclature 4.1 : Fonction publique – personnel titulaires et stagiaires de la Fonction Publique Territoriale*

**VU** le Code Général de la Fonction Publique ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le tableau des effectifs ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal, compte tenu des nécessités du service, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits aux tableaux d'avancement de grade établis pour l'année 2026.

Cette modification, préalable à la nomination, entraîne la suppression de l'emploi d'origine, et la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement pour l'année 2026.

#### **Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

**DÉCIDE** d'adopter à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, dans le cadre de la procédure d'avancement au choix 2026, la modification du tableau des emplois comme suit :

- La suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, d'un emploi permanent à temps complet d'attaché,
- La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps complet d'attaché principal.
- La suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, d'un emploi permanent à temps complet de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps complet de technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe.
- La suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, de trois emplois permanents à temps complet d'agent de maîtrise,

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-167-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

- La création, à compter de cette même date, de trois emplois permanents à temps complet d'agent de maîtrise principal.
- La suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, d'un emploi permanent à temps non complet (90%) d'agent de maîtrise,
- La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps non complet (90%) d'agent de maîtrise principal.
- La suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, de deux emplois permanents à temps complet d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- La création, à compter de cette même date, de deux emplois permanents à temps complet d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe.
- La suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint territorial d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint territorial d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe.
- La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps complet de brigadier.

**PRÉVOIT** les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix  
**Contre :** 0 voix  
**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

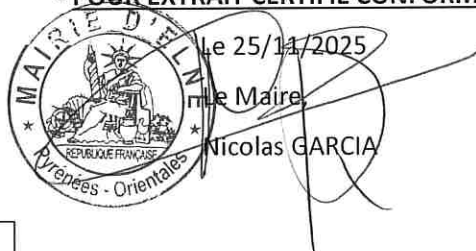
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
 Annie PEZIN

Le 25/11/2025  
 Le Maire  
 Nicolas GARCIA



Publication électronique le :  
 03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
 066-216600650-20251125-DEL2025-167-DE  
 Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

**Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.

**Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.

**Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### DEL2025-168 – Tableau des effectifs – Création d'emplois permanents

*Nomenclature 4.1 : Fonction publique – personnel titulaires et stagiaires de la Fonction Publique Territoriale*

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.332-8.2° et L.313-1 ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n°2019-1424 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pouvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal, compte tenu des besoins des services et de la volonté de stagiairiser six agents contractuels à compter du 1er janvier 2026, de modifier le tableau des effectifs.

#### **Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

**DÉCIDE** la création de 6 emplois permanents comme suit :

Filière	Cadre d'emploi	Quotité de travail	Effectifs	Date de prise d'effet
Technique	Adjoint technique	Temps complet	6	01/01/2026

**ADOpte** les modifications du tableau des effectifs.

**PRÉVOIT** les crédits nécessaires au budget 2026.

#### **Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-168-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN



Le 25/11/2025

Le Maire,  
Nicolas GARCIA

Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-168-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-169 – Remboursement des frais de transport des participants au colloque international « Femmes et enfants internés en France, 1939-1945 »**

*Nomenclature 8.9 : Domaine de compétences par thèmes - culture*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** Le tableau des frais de transport de chaque participant du colloque international « Femmes et enfants internés en France, 1939-1945 » ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commune d'Elne, au titre de la Maternité suisse d'Elne, fait partie du programme POCTEFA (Programme Européen de Coopération Transfrontalière Espagne-France-Andorre) regroupant divers lieux de Mémoire, situés de part et d'autre de la frontière franco-espagnole.

Ce projet intègre les partenaires suivants :

- Mémorial du camp de rivesaltes,
- Mémorial du camp d'Argelès-sur-Mer,
- Conseil départemental des Pyrénées-Orientales : Château Royal de Collioure et Archives départementales,
- Le Musée de l'Exil de la Jonquère,
- Le Memorial Democràtic de la Generalitat de Catalunya.

Les espaces de mémoire évoqués précédemment possèdent une histoire commune et singulière, et mettent en avant un pan méconnu des années sombres du XXème siècle en Europe : la Guerre Civile Espagnole et la Seconde Guerre mondiale, qui ont conduit à l'exil des républicains espagnols, ainsi qu'à l'internement dans plusieurs camps du sud de la France de réfugiés républicains espagnols, de Juifs et de gitans, ainsi que d'autres personnes considérées par l'État français de Vichy comme indésirables.

Au cours de la période historique 1936-1946, de nombreuses personnes ont subi des représailles pour des raisons politiques, idéologiques, religieuses, ethniques, d'orientation sexuelle et de genre, et ont subi des violations manifestes des normes internationales des droits de l'homme.

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-169-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

Les partenaires travaillent ensemble et coordonnent leurs actions dans le cadre de programmes spécifiques qui tiennent compte du fait transfrontalier et de la mémoire des exilés et des réfugiés. Ce travail s'effectue au niveau des équipements des sites mais aussi sur le patrimoine mémoriel et la recherche (musées, espaces de mémoire, etc.), et il permet d'intégrer des itinéraires culturels (tant physiques que virtuels).

Ces projets permettent également d'offrir aux usagers une meilleure connaissance des mouvements migratoires de la population européenne dans la période 1936-1946 causés par les guerres et les conflits de nature politique et sociale.

Dans le cadre du programme Exilis 1936–1946, la Maternité Suisse en partenariat avec le Mémorial du camp de Rivesaltes a organisé le 10 et 11 Octobre 2025 un colloque international « Femmes et enfants internés en France », 1939-1945 ». Ce colloque a réuni plusieurs intervenants pour ainsi évoquer ce sujet sensible et encore insuffisamment étudié.

A ce titre, les dépenses liées au frais de transports de chaque participant sont prises en charge par la Commune, soit 3 943,48 €.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les frais liés au colloque international sont subventionnés par le programme POCTEFA.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**APPROUVE** le remboursement des frais de transport de chaque participant liés à l'organisation de ce colloque international.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télerecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

Le 25/11/2025  
Le Maire  
Nicolas GARCIA

Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-169-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

<b>Conseillers présents</b>	Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.
<b>Pouvoirs</b>	Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.
<b>Conseillers non représentés</b>	Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### DEL2025-170 – Fixation du tarif de vente de l'ouvrage intitulé « Elne des origines au XXI<sup>e</sup> siècle » auprès des librairies

*Nomenclature 8.9 : Domaines de compétences par thèmes – culture*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la boutique de chaque site propose aux visiteurs des ouvrages et des articles en lien avec son patrimoine et son histoire.

Afin de promouvoir l'ouvrage intitulé « Elne des origines au XXI<sup>e</sup> siècle » d'Emmanuelle Rebardy Julia, Monsieur le Maire propose de vendre ces livres auprès des librairies.

A ce titre, la commune, par le biais de sites patrimoniaux illibériens, vendra les ouvrages avec une réduction de 30 % sur le prix de vente soit 16.80 € au lieu de 24.00 € TTC.

La librairie, quant à elle, vendra ces derniers à 24.00 €.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

**APPROUVE** la vente de l'ouvrage à un prix unitaire de 16.80 €.

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-170-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -**

  
La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

  
Le 25/11/2023  
Le Maire,  
Nicolas GARCIA  


Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-170-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

**Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.

**Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.

**Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-171 – Mise à disposition d'une salle à l'association Profession Sport 66**

*Nomenclature 3.5.5 : Domaine et patrimoine – Autres actes de gestion du domaine public - Autres*

**VU** le Code Général des Collectivité Territoriales ;

**VU** la convention annuelle de mise à disposition d'un bureau signer entre la commune et l'association Profession Sport 66 en date du 18 décembre 2024 ;

**VU** le projet de convention annexé à la présente délibération ;

**CONSIDÉRANT** la demande de l'association Profession Sport 66 d'utiliser le bureau situé 13, boulevard Voltaire à l'Espace Socioculturel durant l'année 2025/2026 ;

Afin de permettre à l'association Profession Sport 66 d'assurer ses missions d'activités physique adaptées aux seniors, il est proposé au Conseil municipal de laisser à sa disposition la salle polyvalente à l'Espace Socioculturel, à titre gratuit, tous les vendredis de 14h à 15h30, à compter du 19 novembre 2025 jusqu'au 15 mai 2026 inclus.

Pour acter cet accord, il convient d'établir une convention passée entre la commune et l'association Profession sport.

#### **Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**APPROUVE** la mise à disposition du local désigné supra au profit de l'association Profession Sport 66.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention, tel qu'annexée à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document afférent.

#### **Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-171-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

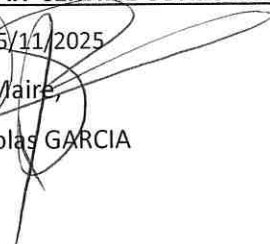
La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN



Le 25/11/2025

Le Maire,

Nicolas GARCIA



Publication électronique le :

03 DEC. 2025

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-171-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

**Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.

**Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.

**Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-172 – Mise à disposition d'une salle pour des ateliers de YOGA**

*Nomenclature 3.5.5 : Domaine et patrimoine – Autres actes de gestion du domaine public - Autres*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le projet de convention de mise à disposition de la salle polyvalente à l'espace Socioculturel ;

**VU** le projet de convention annexé à la présente délibération ;

**CONSIDÉRANT** la demande de Mme Audrey ARNAUD d'utiliser la salle polyvalente situé 13, boulevard Voltaire à l'Espace Socioculturel durant l'année 2025/2026 ;

Afin de permettre à Mme Audrey ARNAUD d'assurer ses ateliers YOGA sol et chaise toutes les semaines, il est proposé au Conseil de laisser à sa disposition la salle polyvalente à l'Espace Socioculturel, à titre gratuit, tous les vendredis de 9h30 à 11h30, jusqu'au 16 juin 2026 inclus.

Pour acter cet accord, il convient d'établir une convention passée entre la commune et Mme Audrey ARNAUD.

#### **Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**APPROUVE** la mise à disposition du local désigné supra au profit de Mme Audrey ARNAUD.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention, tel qu'annexé à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document afférent.

#### **Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

**- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -**

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

Publication électronique le :

03 DEC. 2025



Le 25/11/2025

Le Maire,  
Nicolas GARCIA

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-172-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 NOVEMBRE 2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS



*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, le Conseil municipal de la commune d'ELNE, composé de vingt-neuf membres en exercice et dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Nicolas GARCIA, Maire.*

**Conseillers présents** Nicolas GARCIA, Jacques FAJULA, Pere MANZANARES, Hayat OUTAOUKHTALT, Roland CASTANIER, Rose-Marie MATTIANI, Annie PEZIN, Francis MOLINA, Thierry SANCHEZ, Catherine NOGUES, Alicia PARRA, Anabelle ARANDA, Laetitia CANTE, André TRIVES, Mathieu STUBER, Sabrina NOUNI, Patrice GONZALEZ, Jacques POIRSON.

**Pouvoirs** Anne-Lise MIRAILLES à Hayat OUTAOUKHTAL, Guillem CAYROL à Nicolas GARCIA, Joseph SANCHEZ à Jacques POIRSON.

**Conseillers non représentés** Fabrice WATTIER, Christelle JIMENEZ, Frédéric CERMENO, Yacine EL GHAOUAL, Marie MARTINEZ, Virginie PASTORE-TAVERNIER, Jean-Marie LEFEVRE, Tony SALGUERO.

### **DEL2025-173 – Funéraire - Rétrocession de la concession n°3681**

*Nomenclature 9.1.2 : Autres domaines de compétences - Autres domaines de compétences des communes – Autres*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la demande de rétrocession présentée par Madame Raphaële ROCA MORENO, résidant 51, rue Federico Fellini à Perpignan (66000), titulaire de la concession funéraire n° 3681, alvéole n° 4, acquise le 1<sup>er</sup> avril 2025 pour un montant de 1 057 euros et située au nouveau cimetière (site jardin du souvenir) ;

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit dans son article L. 2122-22 alinéa 8, que par délégation du Conseil Municipal, le Maire peut prononcer la délivrance et la reprise de concession.

La rétrocession d'une concession funéraire consiste, pour le titulaire de celle-ci, à la revendre notamment en raison d'un déménagement ou d'un changement de volonté pour l'inhumation. Le titulaire de la concession peut alors la rétrocéder à la Commune.

La rétrocession de concession doit répondre à plusieurs critères notamment :

- La demande de rétrocession doit émaner du titulaire de la concession, c'est-à-dire de celui qui a acquis la concession. Les héritiers ne peuvent procéder à une rétrocession,
- La concession doit être vide de tout corps.

Madame Raphaële ROCA MORENO souhaiterait rétrocéder à la Commune ladite concession, dès que la présente délibération sera rendue exécutoire. Cette rétrocession s'effectuera contre le remboursement de la somme de 1 057 euros, étant précisé que cette concession se trouve vide de tout corps et que le tampon est vierge de toute gravure.

Cette concession ainsi rétrocédée pourra ensuite être vendue selon la tarification en vigueur actuellement.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

**ACCEPTÉ** la demande de rétrocession visée à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-173-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025

**Scrutin :**

**Pour :** 21 voix

**Contre :** 0 voix

**Abstentions :** 0 voix

*Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot - 6 Rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Suivent les signatures

La secrétaire de séance,  
Annie PEZIN

Publication électronique le :

03 DEC. 2025



Accusé de réception en préfecture  
066-216600650-20251125-DEL2025-173-DE  
Date de réception préfecture : 26/11/2025